L'arrivée des réfugiés d'Asie du Sud-Est

Julia Bellot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3508>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3508

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 102-104

ISBN : 978-2-919040-33-9

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Julia Bellot, « L'arrivée des réfugiés d'Asie du Sud-Est », *Hommes & migrations* [En ligne], 1312 | 2015, mis en ligne le 31 mai 2016, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3508>

SPÉCIAL 50 ANS

IL Y A QUARANTE ANS, LA REVUE DOCUMENTAIT L'ARRIVÉE DES RÉFUGIÉS D'ASIE DU SUD-EST

Par **JULIA BELLOT**, étudiante en master professionnel "Histoire publique",
université de Paris Est-Créteil.

L'Europe est confrontée à une crise des réfugiés que les médias qualifient de "sans précédent". La France a néanmoins accueilli depuis plus d'un siècle des exilés qui fuyaient des guerres ou des conflits internes. Les archives d'*Hommes & Migrations* regorgent d'informations sur les temps forts de l'histoire de ces migrations qui ont suscité des débats souvent contradictoires. S'y plonger, c'est voir se dérouler cette histoire à travers les choix éditoriaux de la revue, mais aussi prendre du recul sur les événements actuels. Retour sur l'accueil des réfugiés d'Asie du Sud-Est dans les années 1970 à partir de la sélection des documents retenus à l'époque.

Le printemps 1975 marque la fin de la guerre du Vietnam. Les États-Unis, qui soutenaient le sud du pays contre le nord, communiste, se sont retirés du conflit. Le Vietnam est alors réuni au profit des communistes nord-vietnamiens, tandis que dans les États voisins, les forces révolutionnaires arrivent également au pouvoir : le Pathet Lao au Laos et les Khmers rouges au Cambodge. Une grande partie de la population de ces trois pays est poussée à l'exil, notamment pour fuir les représailles des vainqueurs et les exactions de ces nouveaux régimes. En tout 3 millions de personnes se voient obligées de quitter leurs foyers entre le début de la crise et les années 1990. Dès 1975, nombre d'entre eux demandent asile à la France, dont l'Indochine était une colonie jusqu'en 1954. La Convention de Genève de 1951 vient alors d'être modifiée en 1971 par la suppression des limites de

temps et d'espace de la définition de réfugié. Elle stipule que toute personne devant quitter un pays pour éviter d'être persécutée peut demander le statut de réfugié. Chaque demande est alors examinée individuellement par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), créé en 1952, qui évalue la gravité de la menace qui pèse sur le demandeur et décide ou non de lui délivrer ce statut. Cependant, à partir de 1975, le gouvernement français met en place une politique de quotas qui régleme la venue des personnes fuyant l'Asie du Sud-Est. Ces personnes sont escortées jusqu'en France par l'État où elles obtiennent le statut de réfugié. Cette politique d'accueil relève d'une action concertée entre l'État et les associations humanitaires.

Cet accueil est fortement médiatisé en France et mobilise l'opinion publique, notamment à partir de 1979, lors du départ massif par bateaux de ceux que l'on appelle alors les *boat people*. *Hommes & Migrations Documents* choisit d'être la voix des associations et des institutions concernées en publiant de nombreux textes dans sa rubrique "Chroniques". À cette époque, la revue, comme son nom l'indique, publie uniquement des documents déjà parus ailleurs. Par cette sélection documentaire, elle diffuse des informations sur cette actualité en la replaçant dans une vision d'ensemble sur les réalités migratoires. Elle est épaulée par le trimestriel *Hommes & Migrations Études*, qui propose des textes d'analyse. Deux archives publiées respectivement en janvier 1978 et en décembre

1978 dans *Hommes & Migrations Documents* illustrent la volonté éditoriale de la revue de tenir les lecteurs informés des politiques et des actions mises en œuvre pour porter secours à ces populations exilées, pour mieux connaître ces arrivants.

Les migrations au prisme de l'actualité internationale

Le premier de ces textes, "Accueil en France des réfugiés et personnes déplacées", émane de l'association France terre d'asile, créée en 1968 pour aider les réfugiés et demandeurs d'asile en France. Il vise à mettre en avant le rôle des associations dans le processus d'accueil et d'aide à l'intégration des réfugiés d'Asie du Sud-Est. En effet, dès le 21 mai 1975, une réunion est organisée par René Lenoir, secrétaire d'État à l'Action sociale, chargé par le gouvernement de l'accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique. À cette réunion sont conviés la Croix-Rouge française, le Secours catholique, la Cimade, France terre d'asile, ainsi que le Service social d'aide aux émigrants et les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) pour déterminer les moyens à mettre en œuvre dans le but de faire face à la situation. Un comité de liaison est alors créé qui doit coordonner les actions réparties entre les associations. C'est la première fois que l'État coordonne ainsi les associations d'aide aux migrants. Ce texte donne donc à voir la mise en place et le fonctionnement d'une politique publique qui n'avait pas été formalisée auparavant. Il permet de bien saisir la répartition de ces tâches entre associations et organismes d'État. Les demandeurs d'asile sont d'abord aidés par des organismes internationaux : ils sont pris en charge en Thaïlande par le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR), puis acheminés vers les pays d'accueil par le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME). Les associations prennent ensuite le relais grâce à des subventions gouvernementales : "Les quelque 33 000 réfugiés et personnes déplacées d'Indochine accueillis officiellement en

France depuis mi-mai 1975, dans le cadre du programme d'installation définitive de ces personnes sur des fonds d'État provenant du ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, l'ont été par un ensemble d'associations qui ont coordonné leur action pour ce faire." Le document offre une description détaillée des tâches qui incombent à chaque association : les réfugiés sont accueillis par la Croix-Rouge française à leur arrivée à l'aéroport. Ils peuvent ensuite être hébergés dans des foyers de transit gérés par France terre d'asile, puis rejoindre un des centres provisoires d'hébergement gérés par la Croix-Rouge ou France terre d'asile. Une minorité opte pour des solutions individuelles ("environ 30% des personnes accueillies à l'aéroport"), souvent pour rejoindre des membres de leur entourage déjà installés sur le territoire. Le Secours catholique et le Service social d'aide aux émigrants se chargent d'aider les réfugiés dans les centres et hors des centres à trouver un logement et un emploi, tandis que la Cimade organise des cours de français pour faciliter leur intégration dans la société. Enfin, un bilan permet d'en apprendre plus sur les résultats des actions entreprises : notamment que "sur les 22 400 personnes" qui ont été hébergées, 18 500 ont déjà quitté les centres provisoires d'hébergement, avec des solutions de première insertion". Il est intéressant de noter que ce bilan positif est partagé par un nombre important de réfugiés qui ont commencé à s'insérer dans la société française.

Contribuer à la connaissance des populations migrantes

Ces populations sont amenées à s'installer définitivement en France. Il ne faut pas seulement leur fournir des premiers secours, il faut aussi leur permettre de s'intégrer. La politique des quotas ainsi que ces différentes aides à l'intégration sont accompagnées d'autres mesures telles que la délivrance d'une carte de travail non provisoire dès l'obtention d'un contrat de travail de trois mois ou l'incitation financière des employeurs à favoriser

1. France terre d'asile, "Accueil en France des réfugiés et personnes déplacées", in *Hommes & Migrations Documents*, n° 946, 1978, pp. 19-22.

SPÉCIAL 50 ANS

leur embauche. Mais il faut également prendre en compte le fait que ces réfugiés viennent de pays sensiblement différents de la France. Pour permettre leur adaptation, il semble opportun à la revue de connaître ces peuples. La “Note sur l’ethnie des Hmong” de Pierre Dupont-Gonin atteste de cette volonté de mieux informer les acteurs de terrain et les responsables de politiques publiques sur les spécificités de ces populations réfugiées. Comme beaucoup d’acteurs impliqués dans l’accueil de ces populations, l’auteur a travaillé dans l’administration de l’Indochine française. Il écrit cette note alors qu’il est conseiller technique pour la Direction de la population et des migrations (DPM) au sein du ministère du Travail. Y sont décrits les Hmong, un des groupes de réfugiés d’Asie du Sud-Est. L’auteur s’attache à montrer la complexité des peuples arrivant d’Asie et les différences entre les Vietnamiens, les Laotiens, les Cambodgiens et les Hmong, une ethnie installée en Indochine au XIX^e siècle après avoir fui la Chine. Pour lui, *“les Hmong n’ont jamais été mêlés, au cours de l’histoire, aux bouleversements de la péninsule indochinoise, puisqu’ils n’y parvinrent qu’après 1800. Le peuple hmong apparaît donc comme un témoignage vivant du comportement d’hommes asiatiques en face des pouvoirs autoritaires et hiérarchisés”*. Dans sa description, il s’intéresse tout particulièrement aux capacités d’adaptation, aux compétences professionnelles et à l’organisation familiale et sociale de ce peuple. Il souligne notamment que *“la famille hmong est organisée sur le modèle du clan, avec un statut conjugal donnant la prédominance au côté masculin”*, que *“les Hmong sont adroits et peuvent exceller dans l’artisanat”*, par exemple *“les chasseurs hmong sont capables de confectionner un fusil avec une barre à mine et de vieux ressorts de véhicules”*. Malgré le fait que le

Hmong soient connus pour être des producteurs d’opium, *“pour ce qui concerne la drogue, il n’y a pas lieu de s’inquiéter car (...) les Hmong sont tout prêts à s’orienter vers des cultures de substitution comme le maïs, le soja (...) les Hmong se montrent sévères pour les fumeurs et les jeunes opiomanes sont rejetés du milieu familial”*. L’auteur en conclut que les Hmong sont *“adaptables aussi bien à une vie urbaine de salarié qu’à un cadre rural”* cependant ils *“accepteront de changer de milieu, à la condition de suivre leurs ‘chefs naturels’ là où ils iront et là où plusieurs clans pourront se rassembler et vivre ensemble”*. Une attention particulière est donc portée aux capacités d’intégration de ces réfugiés. Pierre Dupont-Gonin décrit également les coutumes et croyances de ce peuple. Il explique que *“la population hmong attache une grande importance aux fêtes et à celle de Têt (Nouvel An) en particulier”*, qu’ils *“ne consomment pas de viande de cheval”* et qu’ils *“pensent qu’il existe une pluralité d’âmes (...) les deux principales sont l’âme des origines qui s’en retournera vers le ‘Pays des ancêtres’ et l’âme des tombeaux qui se réincarnera”*. Il apparaît d’autant plus important de publier des informations sur les Hmong qu’ils sont une minorité parmi les réfugiés et sont moins connus que les autres peuples d’Asie accueillis en France.

Les textes publiés par *Hommes & Migrations Documents* permettent de se rendre compte de la politique de l’accueil des demandeurs d’asile en provenance d’Asie du Sud-Est, qui est contingente au durcissement général de la politique migratoire, avec notamment la fermeture des frontières à l’immigration de travail en 1974. Pour Karine Meslin³, l’intégration des populations du Sud-Est asiatique montre bien l’importance et l’impact des politiques d’accueil et des discours qui les accompagnent sur la perception des migrants par l’opinion publique et sur leur intégration à la société. ■

2. Pierre Dupont-Gonin, “Note sur l’ethnie des Hmong”, in *Hommes & Migrations Documents*, n° 960, 1978, pp. 34-36.

3. Maître de conférences à l’université catholique de l’Ouest, Centre nantais de sociologie. Karine Meslin, “Le travail social auprès des étrangers : Accueil des boat people : une mobilisation politique atypique”, in *Plein droit*, n° 70, 2006.